

18/10/2017
Bruxelles

Discours de Ludger Ramme au Sommet social tripartite Président de CEC European Managers

Chers présidents, commissaires et délégués,

J'ai le plaisir de parler au nom du Comité de liaison CEC-Eurocadres, qui représente les employées dans les positions d'encadrement. Lorsqu'il s'agit de construire l'avenir, les cadres jouent un rôle de premier plan : nous avons la responsabilité d'implémenter les bonnes décisions dans nos entreprises pour qu'elles soient bien préparées aux défis qui les attendent. Ce que nous faisons dans les entreprises, au niveau européen et mondial, nous sommes également prêts à le faire dans les sociétés dans lesquelles ils vivent.

Si nous regardons la situation macro-économique, les perspectives sont favorables : L'Europe semble renouer avec la croissance et connaître une reprise économique. Cependant, nous devons, bien entendu, consolider ce processus et le rendre durable. D'abord, l'Europe doit se mettre d'accord sur une stratégie industrielle ambitieuse et holistique capable de puiser dans les opportunités qui se présentent à travers la révolution numérique. La première initiative dévoilée par la Commission dans ce domaine va dans la bonne direction. Il est toutefois nécessaire de souligner l'importance de moderniser l'éducation et les systèmes de formation professionnelle afin de fournir les bonnes compétences au bon moment.

Deuxièmement, l'Europe doit adapter les filets de sécurité, typiques de son modèle social. Les défis principales d'aujourd'hui et de demain sont : une population vieillissante, l'émergence de nouvelles façons de produire et de travailler, une société de plus en plus plurielle – tous ces facteurs ont un potentiel perturbateur. L'Europe représente une source riche pour apporter des solutions. Le document de réflexion sur l'avenir de la dimension sociale de l'UE, lancé par la Commission européenne, offre une description plus détaillée de ces facteurs. Nous avons contribué avec un document, qui explique notre position.

La législation sociale et du travail doit être adaptée aux tendances à venir. A cet égard, l'initiative la plus pertinente adoptée par la Commission européenne - le Socle européen des droits sociaux - a déjà présenté des propositions concrètes d'action législative. Elle a de nouveau attiré l'attention sur la dimension sociale de l'Union.

Nous nous réjouissons de la proclamation officielle du Socle européen des droits sociaux lors du Sommet de Göteborg et nous espérons que cet évènement sera la première étape d'un long processus d'amélioration de nos systèmes de sécurité sociale. Et ceci, dans le respect total des compétences des acteurs impliqués.

Mesdames et messieurs,

Seule la sécurité sociale fournit la base nécessaire pour développer le plein potentiel des travailleurs et apporter une meilleure performance. A cette occasion, laissez-moi exprimer mon plein appui aux éléments, que Luca Vicentini a soulevé pendant son intervention. L'Europe ne peut grandir uniquement que si pour le moins, nous leur aménageons une voie réaliste pour atteindre des standards sociaux comparables pour tous les citoyens de l'UE. Le processus de réflexion sur l'avenir de l'Union doit devenir une opportunité pour l'Europe de renforcer sa base légitime, en répondant aux questions posées sur le terrain liées à la valeur de l'Europe. Si nous voulons promouvoir le progrès économique et social pour tous, nous devons d'abord renforcer l'Union européenne en tant que modèle de coopération et d'unité. Ce processus ne peut pas avoir lieu sans l'appui résolu et la coopération de tous les acteurs représentant la société, chacun pour leur part : les cadres européens sont prêts à jouer leur rôle.

Merci pour votre attention